

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1840 — 1841.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N^o 1.

M. DE FLORISONE, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du livre des
pétitions. | |
|------------------------------|---------------------------------------|--|
| 1. | 22. | Par pétition sans date, présentée dans la séance du 16 novembre 1840,

Les brasseurs de la ville de Gand réclament contre une proposition du conseil communal de Gand, tendant à augmenter de 15 centimes le droit de fabrication sur la bière. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur. |
| 2. | 450. | Par pétition en date du 7 mai 1840,

Des propriétaires et cultivateurs de Stuyvekenskerke, province de la Flandre occidentale, demandent qu'une partie au moins des bestiaux achetés par le gouvernement pour améliorer les races bovines, soit mise en vente à Bruges ou à Ostende.

La commission des pétitions, considérant que le but des efforts que le gouvernement fait pour l'amélioration des races bovines, sera d'autant mieux atteint qu'un plus grand nombre de cultivateurs sera à même de pouvoir se procurer les bestiaux de race étrangère, a conclu au renvoi de cette pétition au ministère de l'intérieur. |
| 3. | 42. | Par pétition en date du 12 novembre 1840,

Des habitants et notables de la commune de Poppel, province d'Anvers, demandent que leur commune fasse partie du canton de Turnhout. |

42. Par pétition en date du 18 novembre 1840,
Des habitants de la commune de Welde, province d'Anvers, demandent que leur commune fasse partie du canton de Turnhout.
42. Par pétition en date du 21 novembre 1840,
Des membres de l'administration communale de Raevelds, province d'Anvers, sollicitent que leur commune fasse partie du canton de Turnhout. — La commission des pétitions a l'honneur de vous proposer le renvoi de ces trois pétitions à M. le ministre de l'intérieur.
4. 29. Par pétition en date du 18 novembre 1840,
Le sieur F. Cardon, saunier à Wareghem, Flandre occidentale, demande que la loi sur le sel soit modifiée dans le sens du projet qu'a présenté le gouvernement en 1837. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
5. 41. Par pétition en date du 12 novembre 1840,
Des bateliers se plaignent du préjudice que leur causent les capitaines de navires en s'emparant à leur détriment de la navigation intérieure.
Les pétitionnaires, au nombre de 21, font observer qu'ils paient une assez forte patente, ou un droit de tonnage pour l'intérieur, tandis que les navires de mer naviguent à l'intérieur sans payer un nouveau droit de tonnage; en conséquence, ces bateliers demandent que les navires venant de la mer soient assujettis à une patente pour naviguer dans les eaux intérieures. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
6. 44. Les commis-greffiers du tribunal de 1^{re} instance de Mons, demandent qu'il soit pris une mesure exceptionnelle en leur faveur pour augmenter leur traitement en attendant les modifications à la loi générale de 1832. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice.
7. 454. Par pétition en date du 18 mars 1840,
Le sieur Thomassin, tailleur à Liège, s'adresse à la Chambre des Représentants pour réclamer contre une décision de M. le ministre de la guerre en date du 5 mars 1834, confirmée par une seconde dépêche du même ministère, en date du 7 mars 1840, qui lui refuse le paiement d'une somme de fr. 425, pour la confection d'uniformes pour le corps de musique des tirailleurs de la Meuse. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
8. 437. Le sieur Vercammen, huissier à Malines, ayant quarante années de services et devenu infirme, demande un secours pécuniaire. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice.
9. 466. Le sieur Conrad Raikem, praticien en droit, à Jupille, province de Liège, demande une place de juge de paix. — Concl. — Ordre du jour.
10. 460. Le sieur Maurice Genin, décoré de la croix de fer, commis des accises à Mouscron, demande, en récompense de ses services patrio-

tiques, de l'avancement en grade. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

11. 446. Par pétition datée de Tournai, le 7 mai 1840,
Les dames Amélie et Henriette Bacro réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir de la commune de Wez-Velvain, le paiement de condamnations judiciaires à sa charge, résultant d'un arrêt de la Cour de Bruxelles, en date du 27 juillet 1832. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur avec demande d'explications.
12. 436. Par pétition datée de Furnes, le 1^{er} mai 1840,
Le sieur De Witte-Van Baeckel, négociant en vins, se plaint que le sieur Ingels-Detilly, vérificateur des poids et mesures de l'arrondissement de Furnes, exerce également le commerce de vins, ce qui, à raison de ses fonctions, est très préjudiciable au pétitionnaire, de même qu'aux autres négociants en vins de cet arrondissement. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
13. 178. Par pétition datée de Bacdegghem, Flandre orientale, le 7 décembre 1840,
Le sieur Casimir De Bondt, ex-milicien de 1836, congédié par suite d'infirmités corporelles gagnées au service, demande une pension. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

M. ULLENS, 2^e rapporteur.

14. 21. Par pétition en date du 1^{er} juin 1840,
Des fabricants de tapis de Tournai demandent une augmentation de droit sur les tapis étrangers et que le droit soit imposé au poids. — Conclusion de la commission. — Renvoi à M. le ministre des finances.
15. 43. Par pétition sans date,
Le sieur Nicolas Rosset, propriétaire à Arlon, exploitant une ardoisière, sise dans la section de Martelange, faisant partie du Grand-Duché, demande la libre entrée en Belgique de ses produits, ou qu'il soit protégé par un droit minime. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
16. 36. Par pétition en date du 14 novembre 1840,
La députation permanente du conseil provincial de la Flandre orientale se plaint de ce que le gouvernement néerlandais perçoive un droit de tonnage illégitime sur les bâtiments belges qui se rendent par le canal de Terneuzen à la haute mer. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des affaires étrangères et dépôt au bureau des renseignements.

17. 451. Par pétition en date du 17 avril 1840 ,
Des tanneurs de Virton, Florenville, Bouillon et Arlon demandent que les droits de sortie sur les cuirs en poil indigènes soient portés au taux du tarif français. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
18. 458. Par pétition en date du 5 mai 1840 ,
Des fabricants de draps et d'étoffes de laine de la Campine demandent l'établissement d'un double rayon des douanes pour protéger leur industrie contre la fraude. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
19. 453. Par pétition en date du 11 mai 1840 ,
Des marchands et cultivateurs de tabacs du canton de Wervicq demandent une augmentation de droits à l'entrée sur les tabacs étrangers. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
20. 476. Par pétition en date du 19 mai 1840 ,
Des propriétaires et cultivateurs de tabac de la commune de Commynes demandent des mesures protectrices de la culture du tabac. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
21. 472. Par plusieurs pétitions présentées dans la séance du 29 mai 1840 ,
Des habitants des communes de Loenhout , Esschen , Westwezel , Brecht et Calmpthout , province d'Anvers , demandent la prohibition à la sortie du noir animal et que le transport puisse s'en opérer à l'intérieur sans droit de barrière. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
22. 489. Par pétition en date du 30 mai 1840 ,
L'administration de la commune d'Yves-Gomezée, demande que le chemin de fer d'entre Sambre et Meuse soit mis à exécution avec les embranchements sur Florenne et Morialmé. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
23. 1212. Par pétition en date du 15 janvier 1837 ,
Le sieur Davreux aîné, propriétaire d'ardoisières à Bouillon , demande une loi qui établisse les droits respectifs de l'inventeur, du possesseur du terrain et des propriétaires contigus des ardoisières. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics et dépôt au bureau des renseignements.

M. VAN DEN STEEN, 3^e rapporteur.

24. 128. Par pétition en date du 7 décembre 1840 ,
Le sieur Devillers, saunier à Fosses (Namur), réclame contre les opérations des employés chargés de la surveillance de son usine, qui lui refusent la remise du droit d'accise sur une partie de sau-

mure qui se serait perdue par une crevasse à sa chaudière. —
Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

25. 69. Par pétition en date du 22 novembre 1840,
Trois habitants de la commune de Floreffe demandent l'annulation d'une délibération du conseil communal de Floreffe, en matière de milice.—Concl.—Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
26. 134. Par pétition en date du 18 novembre 1840,
Le sieur François De Smet, militaire, pensionné pour cause d'ophthalmie, demande que le bénéfice de la loi du 27 mai dernier lui soit applicable ainsi qu'aux autres militaires qui sont dans la même position. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
27. 160. Par pétition en date du 30 novembre 1840,
Le sieur Paquot-Fayon, brigadier-champêtre pour le canton de Florenville, demande une augmentation de traitement.—Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
28. 244. Par pétition en date du 21 janvier 1841,
Le sieur Antoine-Joseph Plangere, à Beaumont, ex-sous-officier de gendarmerie pensionné, demande que sa pension soit portée au taux de la loi nouvelle. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
29. 179. Par pétition datée de Gand le 21 décembre 1840,
Le sieur P.-L. Bonne, milicien de 1838, se plaint d'une décision ministérielle qui l'oblige à fournir un second remplaçant ou à servir en personne, son premier remplaçant ayant été renvoyé pour idiotisme. — Concl. — Ordre du jour.
30. 231. Par pétition en date du 17 janvier 1841,
Le sieur Colette, à Namur, demande que la réserve de l'armée soit conservée et que l'arrêté du 6 décembre 1839, qui a réduit la solde des officiers de la réserve, soit rapporté. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
31. 106. Par pétition en date du 4 décembre 1840,
Le sieur Dominique Duez, pour son neveu François Quintart, incorporé dans la milice quoiqu'il fût soutien d'orphelins, par suite de l'aliénation mentale de son père, demande le renvoi de ce milicien dans ses foyers. — Concl. — Ordre du jour.
32. 230. Par pétition en date du 15 janvier 1841,
Cinq fabricants de papier colorié de Bruxelles et de Turnhout demandent que leur industrie soit protégée par une augmentation de droit sur les produits similaires étrangers. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
33. 108 et 245. Par deux pétitions en date du 6 décembre 1840 et 22 janvier 1841,
Le sieur Bonhomme, lieutenant en non-activité à Liège, demande d'être remis en activité de service. — Concl. — Ordre du jour.